

MASSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU TCHAD : ENJEUX ET PERSPECTIVES

NEMADJI CELESTINE

Ecole Normale Supérieure de N'Djamena

Maître assistant du CAMES

celesnemadji@gmail.com

+235 66 34 75 72/ +235 99 72 86 39

Résumé

Le chapitre analyse le phénomène de la massification de l'enseignement supérieur au Tchad, marqué par une augmentation rapide des effectifs des étudiants sous l'effet de la croissance démographique, de l'élargissement de l'accès au baccalauréat et de la forte demande sociale d'éducation. Cette dynamique vise à démocratiser l'accès à l'université et à former des ressources humaines capables de contribuer au développement national. Toutefois, Il met en évidence plusieurs enjeux majeurs liés à cette massification notamment la dégradation de la qualité de l'enseignement, l'insuffisance des infrastructures, l'insuffisance des enseignants-chercheurs qualifiés ainsi que les difficultés de gouvernance et de financement des institutions universitaires. La surpopulation des amphithéâtres et la faiblesse des ressources pédagogiques compromettent les conditions d'apprentissage et l'encadrement des étudiants. Face à ces défis, le chapitre souligne la nécessité de repenser les politiques de l'enseignement supérieur à travers des réformes structurelles, un renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration des infrastructures et la diversification de l'offre de formation, par l'intégration des technologies éducatives. Il conclut que, malgré ses contraintes, la massification peut devenir une opportunité de développement pour le Tchad si elle est accompagnée des stratégies cohérentes visant à concilier accès, qualité et pertinence des formations.

Mots-clés: *massification, enseignement supérieur, Tchad, enjeux, perspective*

Abstract

The chapter analyzes the phenomenon of massification of higher education in Chad, marked by a rapid increase in student numbers due to population growth, wider access to the baccalaureate, and strong social demand for

education. These dynamic aims to democratize access to university and train human resources capable of contributing to national development. However, the chapter highlights several major challenges associated with this expansion, including the deterioration of teaching quality, inadequate infrastructure, a shortage of qualified teachers and researchers, and difficulties in the governance and financing of university institutions. Overcrowded lecture halls and poor teaching resources compromise learning conditions and student supervision. In light of these challenges, the chapter emphasizes the need to rethink higher education policies through structural reforms, institutional capacity building, infrastructure improvements, and diversification of training offerings, particularly through the integration of educational technologies. The chapter concludes that, despite its constraints, massification can become an opportunity for development in Chad if it is accompanied by coherent strategies aimed at reconciling access, quality, and relevance in training programs.

Keywords: *massification, higher education, Chad, challenges, perspective*

Introduction

Depuis les dernières décennies, l'enseignement supérieur au Tchad a connu une expansion spectaculaire sans précédent. Cette dynamique, alimentée par une croissance soutenue, une demande sociale de plus en plus pressante et le développement d'un nombre croissant d'institutions publiques et privées. Il s'inscrit dans un mouvement continental, visant à élargir l'accès à la connaissance, à la qualification professionnelle et à favoriser la mobilité sociale.

Au fait, l'enseignement supérieur au Tchad s'est institutionnalisé en 1971 avec la création de la première université du pays par une Ordonnance N° 26/PR/71 du 27 décembre 1971 dénommée « université du Tchad ». En 1974, celle-ci est rebaptisée “université de N’Djamena” par la loi N°006/PR/94, dans un contexte marqué par une volonté politique affirmée des plus hautes autorités de l’Etat d’élargir la carte universitaire afin

de faire face à une demande croissante en matière d'enseignement supérieur.

La création des nouvelles institutions publiques en particulier dans plusieurs villes secondaires, de même que l'agrément accordé aux établissements privés, s'inscrit dans une stratégie visant à déengorger l'université de N'Djamena et élargir l'accès à l'enseignement supérieur. Cette dynamique de massification apparaît, à première vue, comme une avancée significative dans la formation du capital humain, élément essentiel tant pour la compétitivité économique que pour l'efficacité de la gouvernance publique.

Toutefois, cette dynamique de croissance quantitative s'inscrit dans un contexte marqué par de profondes fragilités structurelles. Plusieurs interrogations structurantes s'imposent, au croisement des débats théoriques sur la massification de l'enseignement supérieur et les stratégies de développement dans les pays à faible revenu. Comment concilier la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, souvent présentée comme un impératif d'équité sociale, avec le maintien de standards académiques garants de la qualité des formations et de la pertinence des compétences produites? Cette problématique renvoie aux tensions classiques mises en évidence par les travaux sur la massification, selon lesquels éclaircissement rapide des effectifs, en l'absence d'investissements institutionnels proportionnés, tend à fragiliser la qualité des enseignements et l'efficacité externe des systèmes universitaires.

Ce chapitre se propose d'analyser les tensions entre opportunités et risques inhérentes à la massification de l'enseignement supérieur tchadien, en examinant la structure institutionnelle actuelle du système, les effets de l'augmentation des effectifs sur la qualité académique et l'insertion professionnelle des diplômés, ainsi que les marges de transformation possible. Il

s'agit, en définitive, d'interroger les conditions politiques, financières et pédagogiques susceptibles de permettre à l'université tchadienne de dépasser une logique d'expansion quantitative largement subie, pour s'inscrire dans une trajectoire de développement fondée sur la qualité, la pertinence des formations et l'utilité sociale du savoir.

1. Genèse et expansion du système d'enseignement supérieur au Tchad

À l'accession du Tchad à l'indépendance (1960), le pays ne disposait d'aucune institution d'enseignement supérieur. Les élèves tchadiens désireux de poursuivre des études universitaires étaient contraints de quitter le pays pour aller se faire former à l'étranger. Ce qui limitait fortement l'accès à l'enseignement supérieur et réservait cette opportunité à une minorité des jeunes tchadiens. La création de l'Université du Tchad en 1971 a constitué une étape fondatrice dans la structuration du système national d'enseignement supérieur, bien que ses capacités d'accueil aient été initialement très limitées.

Au fil des décennies, la demande d'enseignement supérieur a connu une croissance soutenue, largement supérieure à l'offre disponible. Cette dynamique résulte principalement de l'accroissement démographique, de la forte proportion de jeunes dans la population et de l'élévation progressive des aspirations éducatives. Face à l'accroissement de cette demande sociale, l'État a été conduit à diversifier et à élargir l'offre d'enseignement, dans le but de satisfaire les exigences de formation et de répondre aux besoins structurels du pays en matière de développement.

Dans ce contexte, plusieurs établissements universitaires ont été créés. A ce jour, le système d'enseignement tchadien comprend treize universités publiques: Université de N'Djamena (1971),

Université Roi Fayçal (1992), Université de Moundou (2002), Université Polytechnique de Mongo (2002), Université Adam Barka d'Abéché (2003), Université des sciences technologiques d'Ati (2008), Université de Doba (2010), Université de Sarh (2010), Université de Pala (2014), Université Numérique du Tchad (2005), université de Bongor (2025), université du Sahara de Faya (2025) et université de Lac Tchad (2025).

Il dispose aussi sept instituts publics: Institut National Supérieur des Sciences et Techniques d'Abéché (1997), Institut National Supérieur Polytechnique de Pétrole de Mao (2005), Institut National Supérieur des Arts et Métiers de Biltine (2005), Institut National Supérieur des Techniques Agro-alimentaires de Lai (2010), Institut National Supérieur du Sahara et du Sahel d'Iriba (2010), Institut National Supérieur d'Elevage de Moussoro (2010) et Institut National Supérieur des Sciences et Techniques de la santé de Massokory (2025).

Il compte également quatre grandes écoles publiques: Ecoles Normales Supérieures: Ecole Normale Supérieure de N'Djaména (1982), Ecole Normale Supérieure d'Abéché (2011), Ecole Normale Supérieure de Bongor (2011) et Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique de Sarh (2011).

Il intègre en fin deux grandes écoles d'ingénieurs placées sous double tutelle, à savoir: Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics (ENSTP) et Ecole Nationale Supérieure des Technologies de l'Information et de la Communication (ENASTIC).

La massification de l'enseignement supérieur tchadien trouve ainsi son origine dans un double processus interdépendant: d'une part, l'augmentation rapide et continue de la demande sociale d'éducation et, d'autre part, le renforcement progressif de l'offre institutionnelle.

2. Une croissance quantitative marquée par des fragilités structurelles

L'expansion quantitative s'opère dans un contexte marqué par de profondes fragilités structurelles. Les capacités d'accueil demeurent insuffisantes, les infrastructures pédagogiques restent inadaptées, le déficit en enseignants qualifiés est important et les financements publics consacrés au secteur demeurent largement inférieurs aux standards requis. La saturation des amphithéâtres, l'insuffisance de laboratoires pleinement fonctionnels et la faiblesse des dispositifs numériques illustrent les multiples tensions qui pèsent sur la qualité des formations dispensées.

Dans ces conditions, la massification de l'enseignement supérieur, loin de relever d'un processus planifié et maîtrisé, apparaît souvent comme un phénomène largement subi. Elle tend ainsi à accentuer les risques de dégradation de la qualité académique, d'affaiblissement du niveau des diplômés et de décalage croissant entre l'offre de formation et les besoins du marché du travail. C'est dans ce sens que Mohamedbhai déclare que la majorité des établissements d'enseignement supérieur d'Afrique admet plus d'étudiants qu'elle ne peut en accueillir. Ceci conduit à la massification de l'enseignement supérieur et a des conséquences négatives sur sa qualité (MOHAMEDBHAÏ, 2017).

3. Les facteurs explicatifs de la croissance rapide des effectifs dans l'enseignement supérieur au Tchad

Dans les années 2000, l'enseignement supérieur au Tchad connaît une croissance continue et notable du nombre d'étudiants. Ce phénomène, souvent désigné sous le terme de massification, résulte d'un ensemble complexe de facteurs

d'ordre démographique, social, économique, institutionnel et politique. L'analyse des déterminants sous-jacents à cette dynamique permet de saisir les transformations structurelles qui affectent le système universitaire tchadien et d'expliquer l'ampleur de la demande d'accès à l'enseignement supérieur, phénomène qui semble se renforcer au fil du temps.

3.1. La croissance naturelle de la population tchadienne

La croissance naturelle de la population tchadienne constitue l'un des déterminants structurels majeurs de l'augmentation des effectifs dans l'enseignement supérieur (3,6 pour cent de croissance par an) RGHP,2009. Caractérisée par des taux de natalité et de fécondité élevés, la dynamique démographique du Tchad se traduit par une population majoritairement jeune, dont une part croissante accède progressivement aux différents niveaux du système éducatif.

Cette évolution démographique exerce une pression continue sur les infrastructures éducatives, en particulier sur l'enseignement supérieur, qui se trouve confronté à un afflux croissant de bacheliers chaque année, 104440 inscrits au BAC en 2025 (ONECS, 2025). L'élargissement de la base démographique, combiné à l'amélioration relative des taux de scolarisation au niveau primaire et secondaire, contribue ainsi à l'augmentation mécanique de la demande d'accès aux universités et aux établissements d'enseignement supérieur.

Par ailleurs, la jeunesse de la population tchadienne renforce la centralité de l'enseignement supérieur comme vecteur de mobilité sociale et d'insertion professionnelle. Dans un contexte marqué par des attentes sociales élevées à l'égard de l'éducation, l'université apparaît comme un espace stratégique de formation des élites et de préparation à l'emploi, ce qui accentue encore la pression démographique sur le système universitaire.

Ainsi, la croissance naturelle de la population ne constitue pas seulement un facteur quantitatif de la massification de l'enseignement supérieur au Tchad, mais s'inscrit également dans une dynamique structurelle de transformation du système éducatif, appelant à des politiques publiques adaptées en matière de planification, de financement et de gouvernance universitaire. Au-delà des déterminants démographiques, les facteurs sociaux et culturels jouent un rôle important dans la croissance rapide des effectifs de l'enseignement supérieur au Tchad. L'évolution des représentations sociales de l'éducation, perçue de plus en plus comme une voie essentielle de promotion sociale et d'amélioration des conditions de vie, contribue significativement à l'accroissement de la demande d'accès à l'université.

3.2.les facteurs sociaux et culturels

Dans la société tchadienne, le diplôme de l'enseignement supérieur est largement associé à un statut social valorisé et à des perspectives d'insertion professionnelle plus favorables, notamment à la fonction publique et les secteurs formelles de l'économie. Cette perception renforce l'adhésion des familles à des parcours scolaires prolongés et soutient les aspirations éducatives des jeunes, y compris des aspects socio-économiques contraints.

Par ailleurs, les transformations socioculturelles observées au cours des dernières décennies, notamment l'urbanisation croissante et la diffusion progressive des valeurs scolaires, ont contribué à consolider la légitimité sociale de l'enseignement supérieur. Les villes universitaires deviennent ainsi des pôles d'attraction pour les jeunes issus des zones rurales, favorisant une mobilité géographique et sociale accrue en direction des établissements d'enseignement supérieur.

Enfin, l'évolution des rapports sociaux, notamment en matière de scolarisation des filles, contribue également à l'augmentation des effectifs étudiants. Malgré la persistance de certaines disparités, les avancées réalisées en faveur de l'accès des jeunes femmes à l'éducation ont permis d'élargir la base sociale de recrutement de l'enseignement supérieur, renforçant ainsi le phénomène de massification.

Dans l'ensemble, les facteurs sociaux et culturels s'inscrivent comme des moteurs puissants de la demande d'enseignement supérieur au Tchad, en interaction étroite avec les dynamiques démographiques et économiques, et participant à la transformation profonde du système universitaire.

3.3. Les facteurs économiques

Les facteurs économiques constituent une pièce maîtresse dans l'explication de la croissance des effectifs de l'enseignement supérieur au Tchad. Dans un contexte marqué par la persistance du chômage et du sous-emploi des jeunes, l'enseignement supérieur est perçu comme un investissement stratégique susceptible d'améliorer l'employabilité et les perspectives de revenus à long terme. Cette perception renforce l'attractivité de l'université auprès des jeunes et de leurs familles, malgré les contraintes économiques auxquelles ils sont confrontés.

Par ailleurs, l'économie tchadienne, caractérisée par une forte prédominance du secteur informel et une capacité limitée d'absorption du marché du travail, confère au diplôme universitaire une valeur symbolique et sociale importante. L'accès à l'enseignement supérieur apparaît ainsi comme un moyen de différenciation sociale et de sécurisation des trajectoires professionnelles, en particulier dans les secteurs publics et Para publics, traditionnellement associés à une plus grande stabilité de l'emploi.

L'essor relatif des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles, notamment pétrolières, au cours des années 2003, a également contribué, de manière indirecte, à l'expansion de l'enseignement supérieur. Les investissements publics dans les infrastructures éducatives, bien que souvent insuffisants au regard de la demande croissante, ont permis l'ouverture de nouveaux établissements et l'élargissement de l'offre de formation, favorisant ainsi l'augmentation des effectifs étudiants.

Enfin, les inégalités économiques persistantes n'ont pas freiné la demande d'enseignement supérieur, mais ont plutôt renforcé la perception de l'éducation comme un moyen de sortir de la précarité. Dans ce contexte, l'université s'impose comme un espace d'espoir et de projection sociale, ce qui contribue à maintenir une forte pression sur le système universitaire tchadien.

3.4. Les facteurs politiques et institutionnels

Les facteurs politiques et institutionnels jouent un rôle non négligeable dans la dynamique de croissance des effectifs de l'enseignement supérieur au Tchad. Les orientations des politiques publiques en matière d'éducation, ont contribué à l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur, en réponse à une demande sociale de plus en plus forte.

Les réformes institutionnelles engagées dans le cadre de la modernisation du système éducatif, notamment l'adoption progressive du système Licence-Master-Doctorat (LMD) par le Décret N°1630/PR/PM/MESRSFP/2009 du 04 décembre 2009, ont favorisé la diversification de l'offre de formation et l'harmonisation des diplômes avec les standards internationaux. Ces transformations ont renforcé l'attractivité de l'enseignement supérieur tchadien et facilité l'intégration d'un plus grand

nombre d'étudiants dans les universités et établissements assimilés.

Par ailleurs, la création et la multiplication des universités publiques et privées, ainsi que l'extension géographique des établissements d'enseignement supérieur sur le territoire national, ont contribué à accroître les capacités d'accueil du système universitaire. Cette politique d'expansion institutionnelle, bien que confrontée à des contraintes structurelles en matière de financement, d'encadrement pédagogique et d'infrastructures, a néanmoins favorisé l'augmentation des effectifs étudiants.

En outre, les dispositifs de soutien public, tels que les bourses d'études, la reconfiguration des bourses étudiantes au profit des oeuvres universitaires, notamment le transport et la restauration par la création du Centre National des Oeuvres Universitaires (CNOU). La création du centre national des oeuvres universitaires s'inscrit dans une dynamique de réforme visant la réduction des inégalités sociales d'accès à l'enseignement supérieur. En assurant la prise en charge des besoins essentiels tels que le logement, la restauration et l'accompagnement social, cette structure a favorisé non seulement l'entrée des étudiants issus des couches sociales les plus vulnérables dans le système universitaire, mais également leur maintien jusqu'à l'achèvement du cursus. La conversion de la bourse, initialement conçue comme un mécanisme sélectif fondé sur la performance académique, en un dispositif d'oeuvre nationale universitaire à vocation universaliste marque ainsi un changement paradigmatique dans la politique d'aide sociale étudiante. Alors que la bourse d'excellence était accordée à un nombre restreint d'étudiants ayant franchi avec succès la première année universitaire.

Les oeuvres universitaires se caractérisent par leur accessibilité généralisée, indépendamment du niveau d'études. Cette

évolution traduit un passage d'une logique de sélection méritocratique à une logique d'équité sociale, contribuant à la massification et à la démocratisation durable de l'enseignement supérieur. Ces mécanismes, malgré leur portée parfois limitée, traduisent la volonté des pouvoirs publics de promouvoir l'éducation supérieure comme un moteur de développement national et de formation des ressources humaines.

Ainsi, les facteurs politiques et institutionnels s'inscrivent comme des vecteurs essentiels de la massification de l'enseignement supérieur au Tchad, tout en posant des défis majeurs en termes de gouvernance, de qualité de l'enseignement et de soutenabilité du système universitaire.

3.5. Multiplication des établissements et différenciation des statuts

La multiplication des établissements d'enseignement supérieur constitue l'un des facteurs institutionnels majeurs de la croissance des effectifs d'étudiants au Tchad. Comme nous l'avons déjà expliqué, depuis les années 2000, le paysage universitaire tchadien s'est progressivement diversifié à travers la création de nouvelles universités publiques, d'instituts spécialisés et d'établissements privés d'enseignement supérieur. Cette expansion institutionnelle répond à la fois à la pression démographique croissante et à la volonté des pouvoirs publics d'élargir l'accès à l'enseignement supérieur sur l'ensemble du territoire national.

La différenciation des statuts des établissements, notamment entre institutions publiques et privées, a contribué à accroître les capacités d'accueil du système universitaire. Les établissements privés, en particulier, jouent un rôle complémentaire en absorbant une partie de la demande non satisfaite par les universités publiques, souvent confrontées à des contraintes budgétaires et infrastructurelles. Cette pluralité institutionnelle

favorise ainsi une diversification de l'offre de formation, tant sur le plan des filières proposées que des modalités d'organisation pédagogique.

Par ailleurs, la spécialisation progressive de certains établissements, notamment dans les domaines professionnels et techniques, participe à la segmentation du système d'enseignement supérieur (Université Saint charle lawga de Sarh, université de la Francophonie ect. Cette différenciation permet de répondre à des besoins variés du marché du travail et d'offrir aux étudiants des parcours de formation plus adaptés à leurs aspirations et à leurs projets professionnels, contribuant ainsi à renforcer l'attractivité globale de l'enseignement supérieur.

Cependant, la multiplication des établissements et la différenciation des statuts soulèvent également des enjeux importants en matière de régulation, de qualité de l'enseignement et d'équité d'accès. Les disparités observées entre établissements, tant en termes de ressources que de conditions d'enseignement, interrogent la capacité du système à garantir une formation de qualité homogène et à assurer une gouvernance efficace de l'ensemble du secteur.

En définitive, si la diversification institutionnelle constitue un moyen essentiel de la massification de l'enseignement supérieur au Tchad, elle appelle à un renforcement des mécanismes de coordination, d'évaluation et de régulation afin d'assurer la cohérence et la soutenabilité du système universitaire.

4. Les effets de la massification sur la qualité de l'enseignement supérieur au Tchad

La massification de l'enseignement supérieur au Tchad, bien qu'elle représente une avancée notable dans la démocratisation de l'accès, soulève néanmoins des interrogations importantes

quant à la qualité de la formation. L'augmentation rapide des effectifs des étudiants 1341 en 1991-1992 (Lallez,1993), 33245 en 2014-2015 à 70544 en 2022-2023 (Annuaire statistique du Ministère de l'enseignement supérieur, 2014-2015; 2022-2023) et 100000 étudiants en 2025 (CNOU,2025), dans un contexte de ressources limitées, exerce une pression considérable sur les infrastructures, les pratiques pédagogiques, le personnel académique et la gouvernance des établissements. L'analyse de ces impacts révèle une tension structurelle entre l'expansion quantitative et les exigences de qualité, tension qui se retrouve dans de nombreux systèmes éducatifs africains confrontés à une croissance similaire. Le nombre des institutions d'enseignement supérieure publiques et privées est passé de 7 à plus de 130 entre 2001 et 2015, soit un accroissement moyen de l'ordre de 22,7% (NDJIG-NAN, 2020).

4.1. Surcharge des infrastructures et insuffisances des équipements pédagogiques

La massification de l'enseignement supérieur au Tchad a entraîné une forte augmentation du nombre d'étudiants, sans que les infrastructures universitaires ne suivent cette expansion. Les salles de cours, amphithéâtres et laboratoires existants se retrouvent souvent saturés, ce qui complique la tenue des enseignements dans des conditions requises. Cette surcharge limite également l'accès aux ressources pédagogiques essentielles, comme les bibliothèques, les équipements informatiques ou les matériels de laboratoire, compromettant ainsi la qualité de l'apprentissage. (NEMADJI, 2025) des insuffisances infrastructurelles notables: locaux inadaptes, amphithéâtres surchargés, bibliothèques sous-équipées ou inexistantes, laboratoires sous équipés ou non fonctionnels; L'insuffisance des équipements pédagogiques ne se limite pas aux outils matériels; elle touche également la disponibilité des

supports de cours, des manuels et des ressources numériques. Dans un contexte où les effectifs continuent de croître rapidement, ces lacunes accentuent les difficultés des enseignants pour dispenser un enseignement de qualité et des étudiants pour suivre efficacement les cours.

Ainsi, la pression exercée sur les infrastructures et les équipements constitue un défi majeur pour les établissements tchadiens, révélant la tension entre l'extension quantitative de l'accès à l'enseignement supérieur et la nécessité de maintenir des standards de qualité élevés.

4.2. Pression sur le personnel académique

Le recrutement d'enseignants qualifiés peine à suivre le rythme de la massification. Les universités doivent souvent composer avec un personnel insuffisant ou moins expérimenté, ce qui peut affecter la pertinence des contenus enseignés et la capacité des établissements à offrir des programmes adaptés aux besoins du marché du travail, (85%) du corps enseignant est composé des assistants et assistants d'université (NEMADJI,2025).

La croissance rapide des effectifs étudiants n'a pas été accompagnée par un recrutement proportionné d'enseignants-chercheurs. Le ratio enseignants/étudiants s'est fortement détérioré, entraînant une surcharge de travail chronique pour le personnel académique. Sur les 7 établissements publics inspectés en 2025, Ratio étudiant/enseignant-chercheur est de 23961/459 = 52, 22. Il y a environ 52 étudiants pour 1 enseignant-chercheur (NEMADJI, 2025). Bien que ce chiffre indique déjà une pression significative sur les capacités d'encadrement, il cache en réalité des inégalités internes importantes. En effet, tous les enseignants-chercheurs ne participent pas activement à l'enseignement: certains sont affectés à des fonctions administratives.). La norme recommandée par UNESCO pour garantir un encadrement pédagogique de qualité est d'un

enseignant pour 25 étudiants dans les universités, et d'un enseignant pour 15 étudiants dans les grandes écoles. Or, à ce jour, le ratio moyen observé dans les 17 institutions publiques d'enseignement supérieur est d'un enseignant pour 40 étudiants en moyen. Ainsi, la charge réelle repose sur une minorité, aggravant le sous encadrement des étudiants. Ce faible taux d'encadrement a conduit, de manière inexorable, à une surcharge des charges d'enseignement et d'encadrement. Il en résulte une dégradation continue de la qualité de la formation, ainsi qu'un volume particulièrement élevé d'heures complémentaires déclarées, en constante augmentation d'année en année.

Cette situation a plusieurs conséquences: le temps consacré à l'encadrement des étudiants se réduit, la disponibilité pour la recherche scientifique diminue, le recours croissant aux enseignants vacataires, parfois insuffisamment qualifiés, s'accompagne d'une limitation des possibilités d'innovation pédagogique. Pour faire face à des groupes nombreux, les contenus sont souvent standardisés, ce qui restreint l'adaptation aux besoins spécifiques des étudiants.

Cette surcharge de travail entraîne une réduction de la qualité des interactions pédagogiques, une difficulté à suivre individuellement les progrès des étudiants et un risque accru d'épuisement professionnel pour le corps enseignant.

4.3. Hétérogénéité des profils étudiants et défis pédagogiques accrus

Avant, la massification, l'excellence constituait le principal critère de recrutement des étudiants. Avec la politique de la massification, les admissions se font sans que ce critère soit appliqué. Les entrants présentent des niveaux de préparation et des expériences scolaires très variables, ce qui complique la mise en œuvre d'un enseignement uniforme et efficace. Cette

hétérogénéité accroît les défis pédagogiques pour les enseignants, qui doivent adapter leurs méthodes pour répondre à des besoins très disparates au sein d'un même groupe.

Face à cette situation, les pratiques pédagogiques traditionnelles se trouvent souvent insuffisantes. Les enseignants doivent concilier le suivi des étudiants les plus faibles avec les exigences des étudiants les plus avancés, ce qui peut ralentir le rythme des cours et limiter l'approfondissement des contenus. Par ailleurs, l'hétérogénéité des niveaux augmente le risque d'échec et de décrochage scolaire, et met en lumière la nécessité de stratégies pédagogiques diversifiées, de tutorat et d'accompagnement individualisé pour garantir une formation de qualité. Ainsi, la massification de l'enseignement supérieur au Tchad s'accompagne d'une grande diversité des profils étudiants.

4.4. Uniformisation des pratiques pédagogiques et affaiblissement de l'accompagnement des étudiants

Face à l'augmentation massive des effectifs, les enseignants sont fréquemment conduits à privilégier le cours magistral. S'il permet de gérer de grands groupes d'étudiants, ce mode d'enseignement limite néanmoins l'interactivité et le développement de compétences pratiques. Les travaux dirigés deviennent difficiles à mettre en place, tandis que l'évaluation continue est souvent remplacée par des examens écrits ponctuels pour des raisons essentiellement logistiques.

Cette uniformisation des pratiques pédagogiques entraîne plusieurs conséquences: une faible participation des étudiants, des apprentissages principalement fondés sur la mémorisation et un développement insuffisant des compétences critiques, méthodologiques et professionnelles. Ce glissement pédagogique affaiblit ainsi la capacité de l'université à former des diplômés autonomes, aptes à analyser, à synthétiser, à innover et à entreprendre.

4. 5. Fragilisation de l'activité scientifique et repercussions sur la qualité de l'enseignement

La massification de l'enseignement supérieur affecte également la recherche, qui constitue pourtant l'un des dispositifs essentiels de la qualité académique. L'alourdissement des charges d'enseignement réduit significativement le temps que les enseignants-chercheurs peuvent consacrer aux activités scientifiques, notamment la conduite de travaux de recherche, la rédaction et la publication d'articles, la participation aux manifestations scientifiques ainsi que le développement de projets de recherche.

Par ailleurs, l'insuffisance des ressources financières et matérielles limite davantage leur capacité à produire des travaux répondant aux standards scientifiques internationaux. Cet affaiblissement de la recherche a des repercussions directes sur l'enseignement: les contenus pédagogiques sont moins régulièrement actualisés, l'intégration des avancées scientifiques demeure limitée, l'attractivité des filières s'en trouve réduite et la formation des étudiants aux méthodes de recherche devient plus difficile.

Ainsi, la fragilisation de l'activité de recherche contribue à creuser l'écart entre les exigences pédagogiques affichées par l'institution universitaire et les contraintes structurelles auxquelles elle est confrontée.

4.5. Inégalités institutionnelles et disparités géographiques

La massification de l'enseignement supérieur participe de manière significative à l'accentuation des disparités entre les établissements universitaires. Les universités historiques, majoritairement situées dans les grands centres urbains, bénéficient d'un accès privilégié aux ressources financières, matérielles et humaines, tandis que les universités implantées

dans les régions périphériques demeurent fréquemment confrontées à des profondes insuffisances d'ordre infrastructurel et pédagogique. Ces déséquilibres structurels contribuent à creuser les écarts de qualité entre les institutions et à instaurer une hiérarchisation implicite du système universitaire.

Par ailleurs, certaines universités se caractérisent par une faible spécialisation académique, en proposant des offres de formation sans disposer systématiquement des moyens requis notamment en matière de laboratoires, d'équipements scientifiques et d'enseignants-chercheurs spécialisés. Ce qui compromet durablement la qualité des enseignements et des productions académiques. Dans les institutions d'enseignement supérieur publiques implantées dans les provinces, on constate l'absence totale de Professeurs Titulaires au sein du corps des enseignants-chercheurs. 4, 62% sont de maîtres des conférences, 11, 66% sont des maîtres assistants, 22, 16% sont des assistants d'université et 61, 31% sont des assistants. Ainsi, le cumule des assistants d'universités et des assistants donne un pourcentage de 83,51% de l'effectif total. Ce qui montre que les ressources humaines les plus qualifiées sont centrées dans les institutions d'enseignement logées dans la capitale. La représentation féminine est de 2,83%. (NEMADJI, 2025)

4.6. Contraintes d'évaluation dans les contextes de forte densité

L'évaluation des apprentissages constitue un domaine particulièrement affecté par la massification de l'enseignement supérieur. L'augmentation du nombre d'étudiants rend difficile la mise en œuvre de modalités diversifiées d'évaluation continue, telles que les exposés, les travaux de groupe, les projets, les devoirs ou les contrôles réguliers.

Cette situation entraîne plusieurs conséquences notables: un recours accru aux examens finaux écrits et anonymes, une

personnalisation limitée des retours adressés aux étudiants, une surcharge du travail de correction susceptible de générer des erreurs ou des imprécisions, ainsi qu'une difficulté accrue à évaluer les compétences pratiques, méthodologiques et transversales.

Dans certaines filières, un seul enseignant-chercheur est amené à corriger un volume excessif de copies, pouvant dépasser deux mille (2000) à trois mille (3000). Une telle charge de travail compromet nécessairement l'objectivité et la qualité de l'évaluation. En effet, sous l'effet de la fatigue physique et mentale, l'enseignant s'expose à des risques d'erreurs d'appréciations hâtives ou d'incohérences dans la correction des copies des étudiants, ce qui peut porter atteinte à l'équité du processus d'évaluation académique. Cette situation soulève des interrogations majeures quant à l'organisation du système d'évaluation et à la repartition des charges pédagogiques au sein des établissements d'enseignement supérieur. Elle met en évidence la nécessité de repenser les mécanismes d'encadrement académique afin de garantir des conditions d'évaluation équitables, fiables et conformes aux standards.

4.7. Sous-financement et allocation inefficace des ressources

Le financement de l'enseignement supérieur, déjà structurellement contraint, demeure fréquemment inadéquat au regard des besoins réels des établissements. Les ressources allouées se révèlent insuffisantes et, dans certains cas, inégalement réparties entre les différentes composantes académiques. Ce même constat a été fait par le rapport d'inspection en ce terme: la subvention actuelle accordée aux établissements d'enseignement supérieur demeure insuffisante pour couvrir les besoins structurels, notamment les dépenses incompressibles, en plus, la question de décaissement se pose avec

acuitée (NEMADJI, 2025). Cette situation se traduit par de nombreux dysfonctionnements des besoins matériels non satisfait, notamment en matière de mobilier, d'équipements pédagogiques, de ressources numériques et le non achèvement des infrastructures commencés depuis plus de 10 ans. Un sous-investissement chronique dans les infrastructures, des retards récurrents dans le paiement des intervenants et des charges de vacation, ainsi qu'une incapacité à financer des projets de modernisation. L'insuffisance budgétaire alimente ainsi un cercle vicieux de dysfonctionnements persistants, compromettant durablement la qualité et l'efficacité du système universitaire. Les institutions d'enseignement supérieur publics font face à une pression liée à la massification des effectifs étudiants, sans que les moyens humains, matériel et financiers aient suivi cette évolution. (NEMADJI, 2025). La massification est un phénomène mondial, mais ses effets varient selon les contextes. Dans les pays à faible revenus, elle accentue les tensions entre quantité et qualité (PHILIP et al, 2017)

4.8. Faiblesse de digitalisation et lourdeur de procédures

La majorité des procédures administratives demeure largement manuelle, fondée sur des supports papier, lentes et faiblement sécurisées. À l'exception de l'Université de N'Djamena qui pratique les inscriptions des étudiants et le traitement des résultats des examens en ligne, l'absence de systèmes numériques intégrés pour la gestion des inscriptions, des évaluations, des dossiers étudiants ou des emplois du temps complique considérablement les opérations quotidiennes. Cette situation engendre des erreurs récurrentes dans les documents académiques, des pertes ou des altérations de dossiers, une surcharge administrative inutile, ainsi qu'une difficulté persistante à produire des données fiables indispensables à la gouvernance institutionnelle. Dans ce contexte, la modernisation

administrative constitue un défi majeur pour le système universitaire tchadien.

5. Les Opportunités

5.1 . Accès élargi à l'éducation et démocratisation

La massification de l'enseignement supérieur permet à un nombre croissant de jeunes, issus de milieux sociaux et géographiques diversifiés, d'accéder aux études universitaires.

Auparavant, avec l'existence d'une seule université au Tchad, la majorité des jeunes issus des milieux ruraux qui se rendaient en ville pour s'inscrire à l'université se heurtaient à d'importantes difficultés, les contraintes souvent à abandonner leurs études et à retourner au village, où certains s'engageaient dans la vie de débauche. Cette extension de l'accès présente plusieurs avantages majeurs, notamment la réduction des inégalités éducatives, en particulier entre les zones urbaines et rurales. Elle favorise également la valorisation des talents locaux en offrant aux étudiants issus de milieux modestes des opportunités de formation et de mobilité sociale.

Par ailleurs, la massification contribue à la promotion de l'inclusion sociale en facilitant l'accès à l'enseignement supérieur des femmes et des groupes traditionnellement marginalisés. À ce titre, elle constitue un dispositif essentiel de démocratisation et de justice sociale, participant à la construction d'une société plus équitable et plus inclusive.

5.2. Diversification des filières et des institutions

L'accroissement des effectifs d'étudiants a favorisé une diversification tant institutionnelle que disciplinaire de l'enseignement supérieur. La création de nouvelles universités régionales, d'instituts spécialisés et d'établissements privés a contribué à l'émergence de filières professionnelles et

technologiques davantage adaptées aux exigences du marché du travail. Cette évolution offre aux étudiants une plus grande latitude dans le choix de parcours de formation en adéquation avec leurs projets professionnels.

Par ailleurs, le développement de centres de formation spécialisés, notamment dans des domaines tels que l'agriculture, la santé, la technologie, le commerce et les technologies de l'information et de la communication, renforce la capacité du système éducatif à répondre aux mutations économiques et sociales. Cette diversification constitue ainsi un moyen important d'adaptabilité et de pertinence du système d'enseignement supérieur.

5.3. Dynamisation de la recherche et l'innovation

L'élargissement des effectifs étudiants et du corps des enseignants-chercheurs génère un potentiel significatif pour le développement de la recherche scientifique. Il favorise la multiplication des projets de collaboration, stimule l'innovation et la créativité grâce à la diversité des profils, des compétences et des approches intellectuelles. Cette dynamique contribue également au renforcement de la production de connaissances locales, mieux adaptées aux réalités socio-économiques du Tchad. A cet effet, plusieurs enseignants -chercheurs et chercheurs sont inscrits sur la liste du CAMES durant l'année 2024-2025 notamment, 47 maîtres assistants 27 Maîtres de conférence et 03 professeur titulaire.

Bien que des contraintes structurelles et institutionnelles persistent, la massification de l'enseignement supérieur constitue ainsi un noyau propice au développement scientifique et technologique du pays.

5.4. Contribution au développement économique et social

Un accès plus large et diversifié à l'enseignement supérieur peut jouer un rôle clé dans le développement national. Il permet la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, adaptée aux besoins de divers secteurs économiques, favorise l'amélioration de la productivité et de la compétitivité, et soutient l'entrepreneuriat ainsi que la création d'emplois. En outre, il contribue à la promotion de la citoyenneté et du leadership au sein de la société. Ainsi, la massification de l'enseignement supérieur n'est pas simplement une question de chiffres, mais constitue un véritable outil de transformation sociale et économique.

5.5. Renforcement des partenariats et de l'internationalisation

L'accroissement des effectifs et des établissements d'enseignement supérieur offre de multiples opportunités. Il permet de développer des partenariats internationaux avec d'autres universités et institutions, de favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, et d'intégrer des standards internationaux tels que le processus LMD et les dispositifs d'assurance qualité. Il facilite également l'attraction de financements et la mise en place de projets de recherche collaborative. Ces échanges contribuent ainsi à moderniser la visibilité et la reconnaissance de l'institution, tant au niveau régional qu'international.

6. Les Perspectives nécessaires pour une massification maîtrisée

6.1. Renforcement des infrastructures et équipements

La qualité de l'enseignement supérieur dépend étroitement de la capacité des universités à accueillir leurs étudiants dans des

conditions optimales. Les infrastructures telles que les salles de cours, les amphithéâtres, les laboratoires et les bibliothèques. A cela, il faut ajouter ainsi que les équipements pédagogiques, notamment les ordinateurs, les ressources numériques. Tous ces matériels scientifiques doivent être adaptés à des besoins en constante augmentation. Une planification pluriannuelle, accompagnée d'investissements réguliers, est donc indispensable.

Autrement dit, il est essentiel de:

- ✓ investir dans la construction et la modernisation des amphithéâtres, laboratoires, bibliothèques et salles informatiques;
- ✓ développer les ressources numériques, telles que les e-books, plateformes en ligne, modules de e-learning et outils de simulation, pour enrichir l'enseignement présentiel;
- ✓ prévoir des infrastructures modulables et adaptées à la croissance des effectifs afin d'éviter toute surcharge.

Ces mesures permettent de garantir un environnement d'apprentissage performant et durable, capable de soutenir l'expansion de l'enseignement supérieur.

6.2. Recrutement et formation des enseignants chercheurs

Le manque d'enseignants-chercheurs représente un frein majeur à une massification de l'enseignement supérieur maîtrisée. Il est donc nécessaire de:

- ✓ renforcer le recrutement de manière régulière et ciblée;
- ✓ encourager la formation doctorale et la spécialisation disciplinaire;

- ✓ garantir la formation continues des enseignants-chercheurs afin de développer des méthodes pédagogiques innovantes et adaptées aux grands effectifs;
- ✓ mettre en place des programmes de perfectionnement pour améliorer les pratiques pédagogiques et stimuler l'innovation pédagogique;
- ✓ rééquilibrer le ratio enseignants/étudiants afin d'assurer un encadrement de qualité et efficace.

Ces mesures sont cruciales pour consolider la qualité de l'enseignement et soutenir un encadrement optimal malgré l'augmentation des effectifs. C'est dans cette optique que les auteurs de l'ouvrage *Global Perspectives on Higher Education* estiment qu'il est urgent de planifier et de structurer des systemes cohérents d'enseignement postsecondaire, capable de répondre aux besoins d'une clientèle de plus en plus diversifiée, appelée à acquérir les compétences exigées par l'économie du savoir (PHILIP, et al, 2017).

Conclusion

La croissance rapide des effectifs dans l'enseignement supérieur au Tchad résulte de la combinaison de plusieurs facteurs : l'essor démographique, la valorisation sociale du diplôme, les stratégies individuelles adoptées face au chômage, la volonté politique de décentraliser et d'ouvrir le système, ainsi que la diversification de l'offre académique. Cette dynamique de massification témoigne d'une démocratisation progressive de l'accès à l'enseignement supérieur, mais elle soulève également des défis majeurs en matière de financement, de qualité pédagogique et de gouvernance institutionnelle.

L'analyse de ces facteurs montre que la massification n'est pas un phénomène circonstanciel, mais une tendance structurelle appelée à durer. Elle constitue à la fois une opportunité pour le développement national et un enjeu stratégique exigeant des réformes profondes afin d'assurer un enseignement supérieur inclusif, pertinent et de qualité.

La massification de l'enseignement supérieur illustre bien la tension entre quantité et qualité dans le système éducatif en expansion. Si l'accroissement des effectifs et des établissements ouvre l'accès à l'éducation pour davantage des jeunes, cette dynamique n'est pas sans conséquences sur la qualité des formations. La massification impose un défi majeur de transformation des système, seules des réformes structurelles concertées, un financement accru et une innovation pédagogique soutenue permettront de convertir la massification en véritable outil de développement durable.

Bibliographie

LALLEZ, Raymond, 1993. Formation pédagogique et condition du personnel enseignant, N° de serie: FMR/ED/TE/93/110, RP/1992-1993/1.2 Rapport technique.

CENTRE NATIONAL DES OEUVRES ET UNIVERSITAIRES, 2025. Rapport du conseil d'administration du directeur général;

NDJIG-NAN DINZA Joseph, 2020. La place de l'internet dans les pratiques professionnelles des enseignants de l'université de N'Djamena (Tchad), mémoire de master en sciences de l'éducation, université de Yaoundé1.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION, 2015. Annuaire statistique.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION, 2022 Annuaire statistique.

MOHAMEDBHAI Goolam, 2014. Massification in Higher Education institutions in Africa: causes, consequences and responses. International Journal of African Higher Education CD. <http://doi.org/10.6017/ijahe.v1i1.5644>.

NEMADJI, Celestine, 2025. Rapport de mission d'inspection dans les 17 institutions d'enseignement supérieur, in TOUMAÏ ACTION Lettre mensuelle au service de la recherche et du développement éditée par le Centre National De Recherche Pour le Développement, N°105- octobre 2025

PHILIP, Goolam Altabach, LIZ, Reisberg and HANS de Wit (Eds), 2017. Global Perspectives on Higher Education. Responding to Massification Differentiation in Postsecondary Education Wordwide Sense publishers.

REPUBLIQUE DU TCHAD, 2009. Deuxième recensement Général de l'habitat et de la population.